

Éditorial/Editorial

Depuis le 13 février 2012, le Québec est plongé dans une des plus graves crises sociales de son histoire moderne. Cette crise résulte de l'intention du gouvernement libéral du Québec d'augmenter les droits de scolarité de plus de 75% en cinq ans. La réaction des étudiants a été instantanée, la mobilisation étudiante d'une intensité encore jamais vue au Québec. Afin de freiner les ardeurs des étudiants, ce même gouvernement adoptait, le 18 mai dernier, la loi 78 visant notamment à garantir l'accès aux établissements d'enseignement, paralysés depuis le début du mouvement étudiant. Or, un retour sur les événements ayant marqué les semaines et les mois suivant l'adoption de cette loi, contestée par tout un chacun, nous amène non seulement à questionner l'adéquacité de celle-ci mais nous permet d'affirmer qu'elle a été d'une inefficacité absolue : les manifestations se sont intensifiées et la métropole a été assiégée par les opposants, soutenus par un large pan de la société civile, notamment des intellectuels, des syndicats, des juristes, des éditorialistes bien en vue, des artistes, des organismes voués à la défense des droits humains dont l'Organisation des nations unies et Amnistie internationale. Il importe de rappeler que plusieurs manifestants pacifiques ont été brutalisés de manière arbitraire par les forces de l'ordre, sous prétexte que des groupuscules de casseurs infiltraient les défilés. La violence entre les manifestants (dont plusieurs n'étaient pas des étudiants mais des supporteurs) et les forces de l'ordre a atteint son apogée lors du Congrès du parti libéral du Québec à Victoriaville. Pour l'instant, les manifestations quotidiennes nocturnes dans plusieurs villes du Québec ont cédé le pas à des manifestations importantes et ciblées mais moins nombreuses. Jamais la population du Québec n'aura été aussi polarisée lors d'une crise sociale malgré les promesses d'ententes (avortées) lors des discussions entre le gouvernement et les associations étudiantes. Sur fond d'élection provinciale tôt en septembre, le retour en classe à l'automne 2012 s'annonce ardu car le conflit demeure entier.

Plusieurs intervenants ont décrié avec force l'incapacité du gouvernement à éviter les dérapages dont nous avons tous été témoins. Nous estimons pour notre part que le gouvernement libéral du Québec doit porter l'odieux de sa gestion lamentable du conflit, dont la conclusion se fait toujours attendre. Le 12 avril dernier plus de 500 professeurs d'université se sont manifestés en soutenant publiquement les étudiants du Québec. Notre position rejoint la leur. Le texte publié atteste d'« une position générale, minimale, qui marque clairement la place des professeurs et professeurs aux côtés des étudiants ». Nous estimons, à l'instar du professeur Guy Rocher, que

la lutte amorcée et orchestrée par les étudiants dépasse largement la question de la hausse des droits de scolarité : elle vise aussi des politiques sociales insensibles, voire violentes, à l'endroit de plusieurs groupes de personnes victimes d'exclusion et de marginalisation, politiques s'inscrivant dans une idéologie économique axée sur la déréglementation, la privatisation et des assauts soutenus contre les structures et services publics, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Le mouvement étudiant s'inscrit selon nous dans une volonté de changements sociaux; cette volonté vise l'idéal d'une société plus juste où la gratuité est possible, tout comme c'est le cas dans plusieurs pays riches ailleurs dans le monde.

APORIA est fière de publier deux articles et deux commentaires rédigés par des personnes impliquées de près ou de loin dans le conflit étudiant au Québec. Ce numéro spécial, entièrement en français, témoigne de l'importance que nous accordons à ce mouvement citoyen d'une ampleur sans précédent au Québec et au Canada.

Dave Holmes, Inf., Ph.D.
Rédacteur-en-chef, Aporia
Professeur titulaire
Université d'Ottawa

Amélie Perron, Inf., Ph.D.
Éditrice, Aporia
Professeure agrégée
Université d'Ottawa